



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Catastrophes-artificielles>

Réflexions

Catastrophes artificielles

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2000 - N° 997 à€" mars 2000 -

Date de mise en ligne : dimanche 28 mars 2010

Date de parution : mars 2000

Description :

J.Auribault montre que c'est l'idéologie libérale qui est à la source de ces catastrophes.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Les événements marquant le passage d'une année sur l'autre furent imprévus. On attendait le bogue, c'est le vent qui « semble une brute raffolant de nuire à tout le monde », comme l'a chanté Brassens, qui nous rappela à la dure réalité. Succédant aux inondations qui avaient déjà éprouvé le Minervois et les Corbières, la tornade des lendemains de fête permit aux gazettes et aux télévisions de faire des scoops.

Sans doute insatisfait des catastrophes naturelles, l'homme, ce gaspilleur de la planète, ne peut s'empêcher d'en rajouter. Au jeu de la bataille navale l'Erika coula sans avoir été touché, de mort naturelle en somme. "Naufrage Total" déclarèrent les chansonniers sur un ton badin. Plus sérieusement, disons que c'est la triste conséquence de la concurrence non réglementée qui règne sur le marché des transports maritimes. Frères de la Côte, je partage votre exaspération devant ces catastrophes artificielles, hélas à répétition. Sachons maintenant qu'un pétrolier en détresse peut en cacher un autre ! Aussi j'enrage de devoir prédire que le prochain échouage est déjà programmé. Tant qu'il y aura des pavillons de complaisance pour rôder près des côtes ou des dégazages sauvages (pratique courante), adieu "Belle-Ile en mer, Marie Galante..." (vous connaissez la chanson !) Devra-t-on élever les ratons-laveurs de Prévert, pour assainir en permanence le littoral ?

L'OMC serait bien inspirée d'inscrire à son programme le marché du transport maritime. Car c'est actuellement le marché le plus archaïque, malgré les progrès techniques réalisés sur les bateaux. Ses règles (on devrait plutôt dire ses us et coutumes), datent de la marine à voile. Sachez qu'une cargaison (le fret) est sous la responsabilité du "chapeau du capitaine", ce qui explique qu'il soit le premier à être mis en examen s'il réchappe d'un naufrage. Mais il n'est qu'un exécutant dans ce monde obscur de l'affrètement d'un bateau : vous avez pu constater que la recherche des responsabilités, dans le cas de l'Erika, est digne d'une enquête de Maigret [1].

En fait, le marché du transport maritime est comparable à celui des marchés financiers. Les ports d'attache complaisants sont les paradis fiscaux de la caste des propriétaires ou des armateurs, qui tirent profit d'une nébuleuse maritime (Panama, Malte...). Malgré la concurrence, les profits augmentent régulièrement grâce à l'embauche de marins à salaires de misère (Indiens, Pakistanais...), à l'entretien minimal des bateaux et à la complaisance de certains organismes de contrôle. L'opacité du système est renforcée par la loi du silence qui règne dans la profession. Cette situation permet de proposer aux transnationales des coûts de fret intéressants, le transport maritime devenant l'une des composantes de la trop fameuse compétitivité [2]....

Licenciés de chez Moulinex, allez nettoyer nos plages, les exploités de Taiwan, Macao ou Hong-Kong travaillent pour vous ! Mgr. Pierre Molières [3] dénonce à juste titre « l'irresponsabilité de certains détenteurs de la finance et du commerce international qui transforment ce secteur en un marché juteux et parfois mafieux, qui envoient les pauvres gens au large sur des bateaux anciens dans le seul but de faire de l'argent [4]. » Mais qu'importe les critiques, pour les compagnies transnationales, les armateurs et affréteurs aux pavillons exotiques, autant en emporte le vent du large... libéral.

Rassurez-vous cependant, Total offre 400 millions de francs pour le pompage. Cette offre paraît généreuse, mais ce n'est que le montant des stock-options, siphonnées par P. Jaffré lors de son éviction de PDG d'Elf. Même si l'on parle d'un coût final de 600 millions de francs payé par Total pour dépolluer, qu'est-ce auprès des 310 milliards de francs mobilisés dans l'OPA de Total sur Elf en 1999 ?

EDF ne peut garantir l'énergie ...

distributive en France !

Comme beaucoup de Franciliens, je n'ai pas soufflé les bougies de Noël 99, elles se sont consumées jusqu'au chandelier. Quatre jours (et quatre longues nuits) m'ont ramené cinquante six ans en arrière, lorsque l'électricité et le chauffage faisaient défaut. Fort heureusement, éole a épargné ma toiture, qui n'a pas dû revêtir une toile provisoire (laquelle toile se faisait d'ailleurs rare, même sur Internet !).

Le courant rétabli, les commentaires télévisuels allaient bon train. Aux éléments déchaînés répondaient l'outrance des chaînes... Les morts furent vite enterrés (les blessés, on ignore encore leur nombre). Par contre, les présentateurs nous abreuvèrent de leurs lamentations forestières. Et très tôt, l'économie prit le pas et rien ne nous fût épargné concernant les 90 millions de m3 de bois tombés, le coût de leur évacuation, le prix de la reforestation... Passons sur les interviews presque indécentes des "pauvres sinistrés" et l'horrible expression "coût humain" pour parler des 88 morts ! Les images marquantes qui resteront, je l'espère, dans nos mémoires, seront celles des acrobates électriciens réparant les lignes EDF, et tous les gestes d'authentique solidarité des anonymes ; un peu de chaleur humaine enfin retrouvée. Mais au-delà de l'événement, une question subsiste, posée par Claude Sérillon au Directeur d'EDF, avec une naïveté (feinte ?) : « Aurait-on pu limiter les dégâts si les lignes avaient été souterraines ? » La réponse fût évasive : on devait d'abord réserver les liaisons souterraines pour des impératifs esthétiques, c'était techniquement impossible pour les lignes haute et moyenne tension et enfin, des raisons de coûts... (ce coup là, termine toujours les arguments technocratiques !).

Depuis, m'est revenue en mémoire la publicité qui paraissait dans la presse, deux mois auparavant : « EDF alimente en énergie un million de Londoniens. » Le montant de l'achat par l'EDF d'une des compagnies d'électricité anglaise s'élevait à 13 milliards de francs. Sachant que 4 millions de foyers français ont été privés d'électricité et que le montant de leur ré-alimentation s'élèvera à environ 15 milliards de francs, qu'en déduisez-vous ? Qu'il est environ 3,4 fois plus rentable d'alimenter les Français que les Londoniens ? Non ! Alors, qu'EDF aurait dû investir nos dividendes dans la sécurité du réseau de distribution français, et même dans ses centrales nucléaires (le risque d'inondation de la centrale de Bugey avait été signalé deux ans auparavant dans un rapport interne, bien sûr confidentiel !) Cette prise de contrôle d'EDF en Grande-Bretagne était-elle finalement opportune ?

Mon propos peut paraître perfide à l'heure où, si l'on suit les directives européennes, le sort d'EDF est en jeu. Mais, tout compte fait, le management tant vanté d'EDF est-il à l'abri de toute critique ? Est-elle encore le Service public de l'électricité, ou une société nationale qui a déjà effectué sa mutation en compagnie à vocation commerciale et gestion privatisée ? La réponse est venue le 1er février, lorsque le gouvernement a décidé la déréglementation du marché de l'électricité en France. Cette modification ne concerne pas l'utilisateur domestique (dans un premier temps ?) mais les gros consommateurs. La Direction d'EDF se réjouit car elle est actuellement le premier producteur européen et va pouvoir vendre en toute liberté dans les autres pays de la Communauté, privatisés à 100% dans ce domaine. (« Cocorico ! Vous voyez, chers abonnés, que nous avons bien géré vos investissements ! »)

Il faut savoir que l'objectif prioritaire d'EDF a toujours été la production, bien avant l'évaluation des besoins réels des consommateurs français. Et cette politique de produire toujours plus, nous a amenés à financer des programmes coûteux, conduisant à une surproduction qu'il fallait vendre à l'Espagne, à l'Italie, voire même à l'Allemagne. L'argument selon lequel la surproduction résultait de la baisse de consommation d'énergie due à la crise industrielle n'a jamais été justifié objectivement. En France même, rappelons-nous les campagnes de promotion du chauffage "tout électrique" auprès des ménages, alors qu'il est encore le plus coûteux par rapport aux autres énergies (gaz ou fuel). En fait, EDF vend son kW comme les compagnies pétrolières leurs produits, le rapprochement est purement fortuit !

La tempête a permis, au moins, de montrer la fragilité du réseau EDF. Il est vrai que les lignes haute tension posent problème (quoique leur tenue dépende des coefficients de sécurité adoptés dans les calculs, pour peu qu'on ne soit

pas toujours obnubilés par les coûts !). Mais les raccordements abonnés, en zone urbaine (et qui ont représenté la grosse dépense des réparations dues à la tempête) devraient être souterrains [5]. On pourrait aussi évoquer les réticences, pour ne pas dire l'obstruction systématique, pendant de nombreuses années, des dirigeants d'EDF à l'égard du développement d'énergies nouvelles (cogénération, énergies solaire ou éolienne), ou à l'implantation de micro-centrales sur de petits barrages en zone rurale (limitant ainsi les nombreuses lignes aériennes en province).

Autant nous pouvons louer le travail, remarquable, des agents EDF lors des derniers événements, travail réalisé avec un authentique souci d'être au service de la collectivité, autant doit-on réserver notre opinion sur la politique de l'équipe dirigeante. La catastrophe n'était pas aussi naturelle que l'on veut bien le dire. Si l'esprit jacobin, pour ne pas dire l'esprit de caste, n'avait pas prévalu dans cette société, si l'esprit mercantile n'avait pas été encouragé par l'État (afin de créer de la valeur ajoutée et des dividendes), peut-être que le montant de la catastrophe serait plus léger. Nous verrons bien (j'allais écrire : nous paierons bien..., en râlant, bien sûr !)

Une Assistance ...de moins en moins Publique

S'il est possible de faire maintenant le bilan de la tornade de décembre 1999, les conséquences de la tempête qui sévit sur l'Assistance Publique sont encore incommensurables.

Une première bourrasque a soufflé le 17 décembre, lors de la réunion du Conseil d'administration du plus grand CHU d'Europe, celui de l'Assistance publique/Hôpitaux de Paris. Le budget 2000 a été rejeté par 37 voix contre 7, les élus du Conseil de Paris (socialistes compris) et les représentants des médecins et des syndicats ayant voté contre. (Il n'était proposé qu'une augmentation de 1,08% de ce budget.) Peu importe les manoeuvres politiciennes de J. Tibéri dans cette attitude frondeuse vis-à-vis du gouvernement qui prône une économie drastique des dépenses de santé. On peut retenir cependant l'irresponsabilité de ce Conseil, qui a "botté en touche", sans faire une contre-proposition solide. Le Ministère de la Santé devient ainsi seul juge de l'attribution et du montant des crédits. Les personnels hospitaliers seront alors contraints d'aller manifester sous les fenêtres de Martine Aubry et non sous celles de la Mairie de Paris. Depuis, d'autres conseils, en province, ont adopté la même position.

Malgré une certaine opacité du programme de réduction budgétaire annoncé au grand public, il apparaît qu'en pratique 20 hôpitaux de province et 6 hôpitaux parisiens doivent être fermés, et il est prévu la suppression de services ou/et la fusion ("à risques" selon les personnels hospitaliers) de 208 établissements. Ce n'est plus une restructuration de l'Assistance Publique mais un véritable raz-de-marée, auquel répond le ras-le-bol des personnels travaillant déjà dans des conditions scandaleuses, en particulier dans les services d'urgence. Selon l'opinion de gestionnaires d'hôpitaux cette restructuration n'est que l'application de mesures de "rationalisation" et de "rentabilisation" prévues par le gouvernement Juppé... et peaufinées par l'équipe de Martine Aubry.

Au moment même où le gouvernement annonce (timidement) qu'il existe une cagnotte (40 milliards de Francs ?) et prévoit un allègement de la fiscalité (sur 3 ans, il est vrai !), il serait temps de définir les priorités. Après la période des vœux de bonne santé, est-ce bien socialement correct d'annoncer (à des fins non dénuées de visées électoralistes) une réduction d'impôts, alors que la médecine publique voit ses moyens diminuer ? Il n'est pas sérieux de lancer un plan de restructuration d'une telle ampleur en le justifiant par de soi-disant dysfonctionnements et gaspillages des hôpitaux. Le manque d'effectifs est flagrant, et l'on connaît bien les méthodes de gestion des ressources humaines des hôpitaux. Elles n'ont rien à envier au secteur privé : médecins et infirmières en CDD reconductibles (par artifices administratifs, on contourne même les conventions collectives ou le Droit du travail).

Soyons clairs : veut-on gérer l'Assistance Publique selon la méthode Michelin, ou prépare-t-on un transfert déguisé du domaine de la santé, de l'Assistance Publique vers l'assistance privée ? De grands groupes sont sur les

"starting-blocks" pour exploiter ce filon !

La santé a un coût, mais dans un pays où l'on a consacré 120 milliards de francs [6] pour se protéger du bogue 2000 (qui fut, en partie, un bluff informatico-commercial !) il n'est pas tolérable de lésiner sur les dépenses de santé ! Nous disposons d'un système social de santé que nous envient beaucoup de pays, ne laissons pas "la main invisible" le polluer.

Une volonté politique ... de plus en plus floue...

Le jeudi 20 janvier le vent révolutionnaire a évité le Parlement européen. Il s'en est fallu de peu (6 voix) pour que soit votée une demande d'établissement d'un rapport, par la Commission, sur "l'intérêt et la faisabilité" d'une taxe sur les mouvements spéculatifs des capitaux, dite taxe Tobin.

Hélas, une alliance objective entre la Droite européenne, une majorité de députés travaillistes et (oh ! surprise !) Arlette Laguiller (A.Krivine s'est abstenu), a repoussé la demande présentée par Harlem Désir et Francis Wurtz. « On n'est pas là pour améliorer le capitalisme » avait déclaré la suffragette de Lutte Ouvrière, qui sans doute attend toujours les lendemains qui chantent.

La date était peut être mal choisie. Alors attendons la nuit du 4 août (et un effet de serre ?), pour qu'un nombre suffisant de députés du PPE (Parti, dit Populaire, Européen), de Travaillistes et du binôme pseudo-révolutionnaire Laguiller/Krivine, soient en congé. Alors seulement nous saurons si les privilèges de la ploutocratie seront abolis par les représentants du Peuple !

...et une entropie "galopante"

Le pèlerinage annuel des 900 gros porteurs (d'actions, s'entend !) au sanctuaire du libre échange de Davos a connu un réel succès, avec Bill Clinton en vedette américaine. Le Président hélicoptéré a cru bon d'exporter sa démagogie électorale en paraphrasant José Bové. On ne peut pas « construire notre propre avenir sans aider les autres à construire le leur », a-t-il déclaré. Il y eut quelques grincements de dents dans l'assemblée, paraît-il, suivis d'une diatribe du Président mexicain à l'encontre des anti-OMC (curieux, n'est-ce pas ?).

La Montagne Magique [7] n'a finalement accouché que d'une souris, celle qui vous permettra d'accéder à Internet (car on ne parlait que de Toile dans les salons feutrés). Pour nous, il ne s'est agi que d'un non-événement, un échange de cartes de visite, une cérémonie de Césars sans remise de trophées. J'allais oublier d'indiquer que l'arrivée de Bill Clinton avait été précédée d'une dépression (Atlantique) sur l'Euro.

Seattle a échoué. à Davos, rien de nouveau ! Par contre la globalisation bouillonne : AOL absorbe Time Warner puis, dans la foulée, EMI. En Europe on copie (plus modestement) : Vivendi épouse Videophone, pour contrer Manesmann ou absorber ses activités collatérales. Big Brother exulte !

Pendant ce temps, la menace d'un retour de l'inflation inquiète les banquiers centraux et perturbe les marchés financiers, une certaine nervosité du marché des changes ballote l'Euro.

Ainsi, les courbes climatiques et économiques semblent-elles sous l'emprise d'une même fonction, l'entropie [8]. Mieux que de caractériser la période actuelle par le chaos, l'entropie est très représentative de l'état de désordre d'un système : elle est croissante lorsque celui-ci évolue vers un état de plus grand désordre.

Quelle en est l'origine ? La seule réponse est tout entière dans la marchandisation du monde, cette nouvelle obsession de l'homme. Elle régnait dans l'industrie, elle gagne la santé, elle sera bientôt sans doute une orientation de l'éducation [9].

« Est-ce qu'une catastrophe quelconque (écologique par exemple) amènerait un réveil brutal, ou bien plutôt des régimes autoritaires ou totalitaires ? » Cette question, posée par Castoriadis, est d'une actualité brûlante au regard des événements qu'on ne peut s'empêcher de rapprocher, la pollution de l'Erika et l'émergence de l'extrême droite en Autriche. Castoriadis constate seulement que « personne ne peut répondre à ce type de questions. » Mais, et ce sera la conclusion de ces libres propos « ceux qui ont conscience du caractère terriblement lourd des enjeux doivent essayer de parler, de critiquer cette course vers l'abîme, d'éveiller la conscience des leurs. »

[1] Comment s'y retrouver dans le dédale des intervenants du transport maritime : entre l'armateur, qui peut d'ailleurs être propriétaire, mais n'est légalement qu'un commerçant se livrant à l'exploitation commerciale des bateaux, l'affrètement qui loue le bateau et parfois le transitaire assurant les opérations liées à l'exportation ou l'importation des marchandises ?

[2] Il serait peut-être urgent que la France s'inspire des nouvelles lois américaines concernant les pollueurs de haute mer, et que des aiguilleurs du ciel surveillent le fameux rail d'Ouessant !

[3] Président du Comité épiscopal de la mission de la mer.

[4] Voir l'éditorial de Dominique Gerbaud dans La Vie du 6/01/2000, « Les catastrophes n'arrivent pas toutes par hasard. »

[5] En Allemagne les deux tiers du réseau sont déjà souterrains.

[6] Même les dégâts catastrophiques de la tempête n'atteindront pas ce chiffre (prévisions actuelles : 75 milliards de francs !)

[7] Titre du beau roman de Thomas Mann, dont le personnage, Hans Castorp, se fait hospitaliser pendant 7 ans au sanatorium de Davos, où il a le loisir d'observer une société cosmopolite, pour laquelle tout semble licite ! Actuel, non ?

[8] Rappelons que l'entropie est la grandeur que les physiciens utilisent pour évaluer le degré de désordre d'un système.

[9] Comme l'écrit J. Darcanges : « Le ludisme infantile des images et des jeux du multimédia américanisé... c'est l'illétrisme cybernétique et la crétinisation de la planète assurés » L'entropie galopante des libéralismes, Éditions de l'Orne